

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

Direction de l'eau

*Sous-direction des milieux aquatiques
et de la gestion de l'eau*

*Bureau de la prévention des inondations
et de la gestion des rivières*

Référence :

Vos réf. :

Affaire suivie par :

Nicolas MONIE

Tel. : 01 42 19 12 15 – Fax : 01 42 19 12 35

Mél : nicolas.monie@ecologie.gouv.fr

2007 047

Paris, le 6 FÉV 2008

Le Ministre d'État

à

Mesdames et messieurs les
préfets de département

(Services de police de l'eau)

Objet : Premières instructions relatives à l'application du décret 2007-1735 du 11 décembre 2007

Le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Il met en place les obligations des propriétaires d'ouvrages hydrauliques, notamment de digues et de barrages, en matière d'entretien et de surveillance de leur ouvrage. Les règles relatives aux ouvrages relevant des articles 214-1 et 214-2 du code de l'environnement et aux ouvrages inclus dans une installation soumise à la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique sont unifiées, même si elles continuent de s'appliquer par des régimes juridiques différents.

Les dispositions de ce texte et de ses arrêtés d'application à paraître prochainement remplacent les dispositions relatives aux obligations des propriétaires d'ouvrages de la circulaire 70-15 du 14 août 1970 relative à l'inspection et à la surveillance des barrages intéressant la sécurité publique et de la circulaire du 6 août 2003 relative à l'organisation du contrôle des digues de protection contre les inondations fluviales intéressant la sécurité publique. Une circulaire, prévue pour la fin du premier trimestre 2008, précisera les actions des services de l'État pour le contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques. Dans l'attente de ce texte, je tiens à vous préciser certains points et vous informer des premières dispositions à prendre.

Champs d'application et classes d'ouvrages

Pour l'application du décret du 11 décembre 2007 précité, les services de police de l'eau sont chargés du contrôle de la sécurité des barrages de retenue et des digues soumis à autorisation ou à déclaration relevant des rubriques 3.2.5.0 ou 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ou inclus dans une installation soumise à autorisation en application de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique lorsqu'ils appartiennent à l'une des classes mentionnées aux articles R. 214-112 et R. 214-113 du code de l'environnement.

Sont donc concernés,

- tous les barrages de retenue et seuils de plus de 2 m de haut, qu'ils soient ou non sur un cours d'eau, qu'ils retiennent ou non l'eau de façon permanente ;
- les digues de canaux de plus de 2 m de haut ;
- les digues de protection contre les inondations fluviales ;
- les digues de protection contre les submersions marines ;
- les digues des rivières canalisées.

Le décret met en place 4 catégories de barrages et de digues, A à D, selon l'importance de l'ouvrage et de la population protégée dans le cas des digues. Il vous appartient dans un premier temps de déterminer la classe de chaque digue et barrage concerné au regard des critères des articles R. 214-112, R. 214-113 et R. 214-114 du code de l'environnement. J'attire votre attention sur la possibilité que vous donne ce dernier article de modifier au regard de la sécurité des personnes et des biens le classement résultant des articles R. 214-112 et R. 214-113.

Il convient dès lors de notifier à chaque propriétaire les prescriptions relatives à sa classe (articles R. 214-115 à R. 214-145 du code de l'environnement) et le ou les délais dont il dispose pour se mettre en conformité à ces prescriptions en attirant son attention, le cas échéant, sur les nouvelles dispositions qu'apporte le décret par rapport aux prescriptions individuelles précédentes qui ont été prises pour application des circulaires 70-15 et du 6 août 2003 précitées. Le délai de mise en conformité que vous fixerez ne peut dépasser le 30 juin 2008 pour les ouvrages de classe A ou le 31 décembre 2012 pour les ouvrages de classe B, C et D (article 14 du décret).

Nouvelles obligations et dispositions

J'attire votre attention sur les éléments suivants :

- chaque propriétaire ou exploitant de toute digue de classe A, B ou C doit fournir un diagnostic de sûreté de son ouvrage avant le 31 décembre 2009 (article 16 du décret). Un arrêté en fixera très prochainement le contenu ;
- depuis le 1^{er} janvier 2008, tout projet ou modification substantielle de digue de classe A est désormais soumis à l'avis du comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques (article R. 214-119 du code de l'environnement) ;
- une étude de dangers est désormais obligatoire pour tous les barrages de classe A à B et toutes les digues de classes A à C (art. R. 214-115 du code de l'environnement). Les délais de réalisation de ces études sont différents des autres délais de mise en conformité précisés ci-dessus : 31 décembre 2012 pour les ouvrages de classe A, 31 décembre 2014 pour les ouvrages de classe B et C. Un arrêté précisant le plan et le contenu de ces études est en cours d'élaboration ;
- les tâches réservées à des organismes agréés par les articles R. 214-116, R. 214-119, R. 214-120, R. 214-128, R. 214-129, R. 214-132, R. 214-135, R. 214-139, R. 214-142 et R. 214-146 du code de l'environnement peuvent être effectuées par des organismes non agréés jusqu'à la première publication au *Journal officiel* de la liste de ces organismes (article 13 du décret) ;

- les nouvelles règles instituées ne demandent plus que l'examen complet des ouvrages effectués à l'occasion des visites décennales (de sûreté) soit effectué après vidange complète de la retenue. Il vous appartient, au regard des modalités qui vous seront présentées, de les approuver ou non, sans en requérir à l'administration centrale, après avis le cas échéant du PATOUH ;
- en application de l'article 14 du décret du 11 décembre 2007 précité, vous devez arrêter, au plus tard le 30 juin 2008 pour tout ouvrage de classe A ou le 31 décembre 2012 pour toute digue de classe **B**, la date de la première échéance de la revue de sûreté. Cette échéance doit être fixée en fonction de l'historique des précédentes visites effectuées dans le cadre de la circulaire 70-15 et du 6 août 2003 précitées.

Vous voudrez bien me faire connaître les remarques éventuelles qu'appelle de votre part le présent courrier et m'informer des difficultés éventuelles que vous pourriez être amenés à rencontrer dans la mise en œuvre de ces premières instructions.

Pour la ministre et par délégation
le directeur de l'eau

Pascal SERTEAUD

Copie : BETCGB

Cemagref Aix-en-Provence

Cemagref Bordeaux

Cetmef Compiègne

Cete Aix-en-Provence

Cete Lyon et LRPC d'Autun

LRPC de Blois